

Seul le texte prononcé fait foi

**22 janvier 2010, Indépendance vaudoise,  
radicaux, Chexbres**

## **Intervention de Pascal Broulis**

Mesdames, Messieurs,

C'est toujours un privilège de se retrouver dans cette région de Lavaux, classée au patrimoine mondial de l'humanité.

Nous sommes ce soir sur son balcon, gageons que cela donnera de la hauteur aux échanges conviviaux de cette soirée.

Si l'on en croit l'historique de la commune de Chexbres, ses vigneron ont d'abord travaillé pour l'Evêché de Lausanne, puis pour les patriciens bernois.

Et puis, l'Indépendance vaudoise les a rendus propriétaires de leurs ceps.

Nous avons pu apprécier, à l'heure de l'apéritif, les excellentes conséquences qu'a produit - et que continue de produire - ce changement.

Il a aussi concrétisé un principe qui nous est cher : « La responsabilité individuelle doit être au centre de l'effort communautaire. »

Il est donc spécialement approprié de nous retrouver ici pour commémorer le 24 janvier 1798.

J'ajouterai qu'en ce début 2010, j'ai un plaisir particulier à parler d'indépendance.

Voici peu, les Vaudois viennent en effet de confirmer qu'ils y sont attachés.

Ils n'ont pas cédé à la facilité de certaines idées toutes faites.

Ils n'ont pas jugé que la police des constructions, fussent-elle religieuses, avait sa place dans la Constitution fédérale.

Ils ont fait preuve de l'indépendance la plus précieuse, celle de l'esprit.

C'est à cette indépendance-là que j'aimerais, Mesdames et Messieurs, consacrer l'essentiel de mon propos.

Je la caractériserai en disant qu'elle revient à privilégier, au-delà des idéologies et des slogans, tout ce qui favorise la cohésion de notre société.

Elle revient à mettre le libre-arbitre au service du « vivre-ensemble ».

Pas par facilité.

Il n'est pas question de concéder un peu à chacun, dans l'hypothétique but de se mettre bien avec tout le monde, ou, au moins, de ne fâcher personne.

Il est question d'agir, en sachant qu'une société n'avance pas par segments, en privilégiant certains, et en abandonnant d'autres au hasard ou à la chance.

Une société progresse en se comprenant comme un tout, en s'appuyant sur les plus forts, pour se préoccuper des plus faibles.

Pour nous, radicaux, cela signifie tenir à un Etat solide, responsable, offrant un cadre stable à la liberté d'entreprendre dont je parlais tout à l'heure.

Plus pratiquement, et plus politiquement, l'indépendance d'esprit que j'ai mentionnée veut dire que nous n'avons pas à copier

quiconque, à pêcher à gauche ou à droite des idées que l'on arrangerait vaguement à notre sauce pour en faire des banderoles.

Nous apportons, et nous continuerons à apporter nos propres solutions.

J'aimerais en rappeler certaines :

Financièrement, et tout en préservant l'essentiel des ressources de l'Etat, nous avons défendus des allègements fiscaux ciblés pour les familles et les entreprises.

Les citoyens nous ont approuvé.

Nous poursuivrons cette approche prudente, sans mélanger impôts et prime d'assurance-maladie, en gardant un cercle de contribuables aussi large que possible.

Dans la sécurité publique, nous avons voulu une nouvelle approche exempte de

dogmatisme, rapprochant les forces du canton et des communes.

Les citoyens nous approuvés.

Nous mettrons cette organisation en oeuvre pragmatiquement, en insistant sur la collaboration de tous.

Nous avons voulu des communes solides et responsables.

La péréquation a été retravaillée pour favoriser leur stabilité fiscale.

Les fusions sont encouragées pour que les localités aient la force d'assumer toutes leurs tâches.

Les citoyens nous approuvent.

Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle constitution, 5 communes en ont remplacées 12.

7 communes, dont l'emblématique Bourg-en-Lavaux, vont en remplacer 20.

20 communes ont le projet de créer 6 nouvelles entités avant le 1<sup>er</sup> juillet 2011 ; 19 autres de se fondre en 2 nouvelles communes au 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Il y a encore 3 gros avant-projets.

Si tout se réalise, les 375 communes vaudoises d'aujourd'hui seront moins de 310 bientôt.

Dans les transports, nous refusons d'opposer rail et route.

Nous voulons répondre aux besoins de déplacement de la population.

Le mouvement est lancé ; une convention a été signée avec Genève, les CFF et l'Office fédéral des transports ; un préfinancement est sur la table.

Pour la santé, nous refusons de soupirer après des réformes fédérales.

Le canton améliore sa carte hospitalière.

Là où il le faut, il le fait avec ses voisins, notamment sur la Riviera et dans le Chablais.

L'école nous préoccupe : elle doit être améliorée, et non bouleversée.

Il s'agit, dans la continuité, de consolider les enseignements et de vérifier les savoirs.

Toutes ces solutions ont un point commun.

Elles se forgent et se déploient dans la durée.

Elles se construisent année après année, que celles-ci soient ou non électorales.

Je ne crois pas, comme j'ai pu le lire récemment, que les premières soient passionnantes ou les secondes forcément ennuyeuses.

Certes, il faut défendre et promouvoir notre ouvrage, mais c'est d'abord en le bâtissant que nous faisons nos preuves.

Les citoyens le reconnaîtront.

Je n'aimerais pas conclure sans évoquer un sujet plus partisan, mais capital : notre rapprochement avec les libéraux.

Sachons le voir comme la poursuite d'un mouvement très naturel.

Dans un terrain peu convoité, nous habitions naguère le même quartier, chacun dans sa maison individuelle.

L'aménagement politique a changé, l'habitat est devenu plus dense.

Nous sommes alors entrés dans le même immeuble, chacun dans son appartement, en PPE en somme.

La restructuration s'est poursuivie, l'immeuble s'adapte, ses cloisons s'abattent.

Nous gagnons de l'espace, de l'ampleur, de la vision.

Radicaux et libéraux, nous avons préparé cette rénovation ensemble, nous avons

beaucoup parlé, nous sommes prêts à co-habiter, à vivre en co-propriétaires.

Nous n'y perdrons rien, nous y gagnerons, dans le dialogue et dans le débat d'idées.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je tenais à vous dire aujourd'hui, et je vous remercie de votre attention.

Pascal Broulis